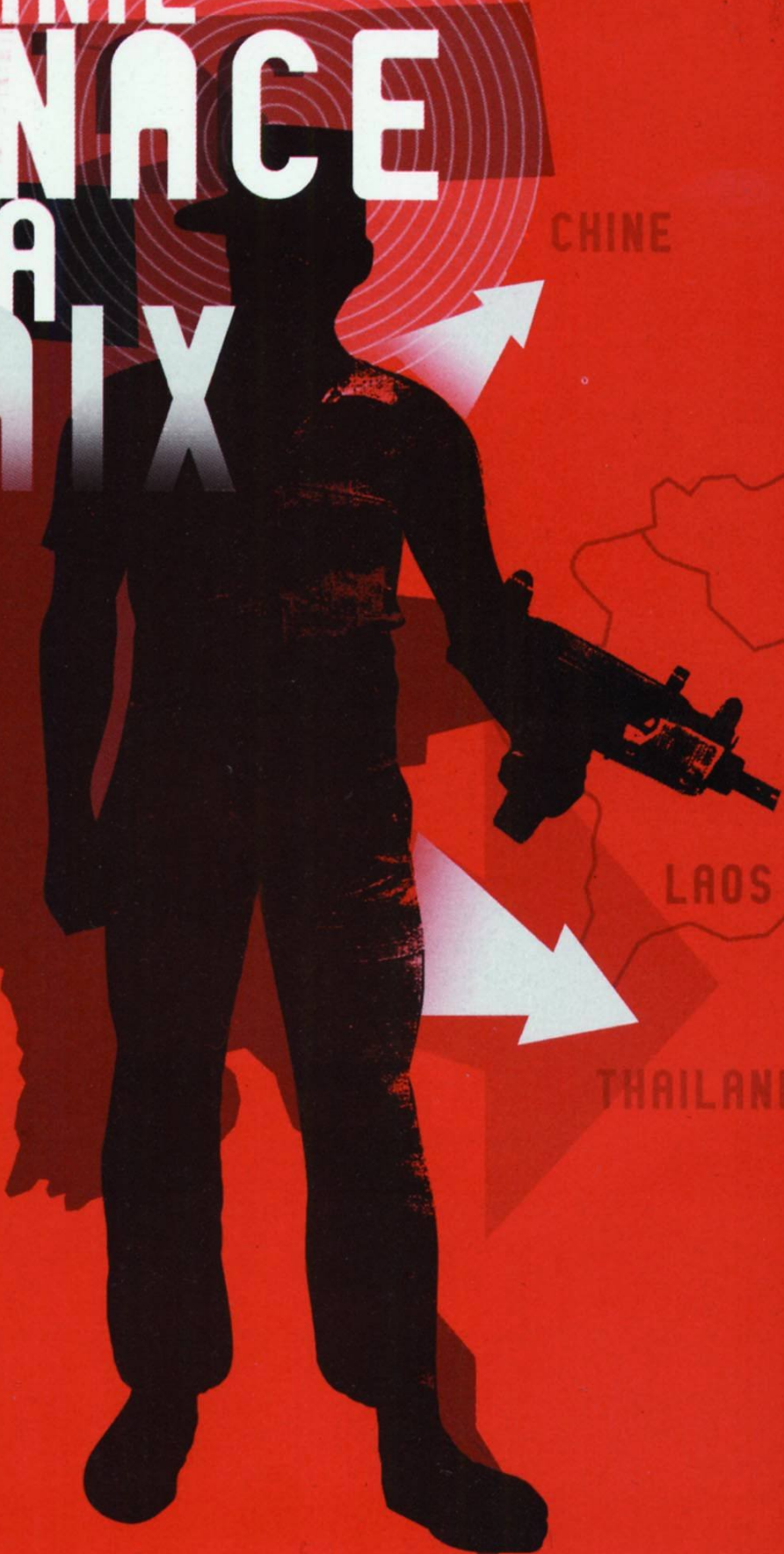


# BIRMANIE MENACE SUR LA PAIX



**fidh**  
Fédération internationale  
des ligues des droits de l'homme

**Info  
Birmanie**

*Ligue des  
Droits de l'Homme*

**REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES**  
FOR THE FREEDOM OF THE PRESS



---

# **Conférence de presse Birmanie : menace sur la paix ?**

Le 24 octobre 2006 au FIAP Jean Monnet, Paris 14<sup>ème</sup>

---

Les Amis de la Terre, la FIDH, Info Birmanie, la Ligue des droits de l'homme, Reporters sans frontières et le Réseau RITIMO ont le plaisir de vous inviter à une conférence de presse sur le thème :

## "Birmanie : menace sur la paix ?"

Mardi 24 octobre 2006 à 11h

Au FIAP Jean Monnet

Salle Madrid

30, rue Cabanais

75014 Paris

Métro Glacière

[www.fiap.asso.fr](http://www.fiap.asso.fr)

Téléphone : 01 43 13 17 06

Cette conférence sera l'occasion de présenter les enjeux et le dispositif de la campagne « Birmanie : menace sur la paix ? » et de faire le point sur la situation politique et économique de ce pays interdit aux journalistes.

### Pour en savoir plus

A l'heure où les principaux dirigeants étudiants du mouvement pour la démocratie de 1988 ont de nouveau été arrêtés et alors que Aung San Suu Kyi\* demeure toujours privée de liberté, la Birmanie est l'objet d'une attention internationale accrue. Le Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU), par 10 voix pour, 4 votes contre et une abstention, vient en effet de décider **l'inscription de la Birmanie à son ordre du jour permanent**.

Mais il faut maintenant aller plus loin. Seule une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sur la Birmanie, exigeant du gouvernement birman qu'il travaille avec le bureau du Secrétaire Général de l'ONU à la mise en place d'un plan de réconciliation nationale, permettra de sortir le pays de l'impasse.

C'est pourquoi, en France, plusieurs organisations se sont réunies pour demander l'adoption d'une telle résolution. Pour appuyer leur demande, elles ont décidé de lancer une campagne intitulée "Birmanie : menace sur la paix ?", dont l'objectif est d'obtenir de 10 000 citoyens français la signature d'un appel à une résolution du CSNU sur la Birmanie. **Cette campagne, qui se déroulera du 24 octobre 2006 au 30 mai 2007, est soutenue par Jane Birkin.**

*\*Prix Nobel de la Paix 1991, dirigeante de la Ligue Nationale pour la Démocratie.*

"Quand on me demande :  
"Qu'est-ce que je peux faire pour la Birmanie?",  
je réponds : "Signez la pétition!"

**Jane Birkin,**  
Marraine de la campagne

*Source : "Elle" numéro 3173 du 23 octobre 2006*

# Situation en Birmanie

**Régulièrement condamnée par la communauté internationale, la Birmanie est pays où les violations des droits humains sont systématiques et généralisés.** La Birmanie subit le joug de dictatures militaires depuis 1962. En 1988, des manifestations populaires ont lieu dans l'ensemble du pays, réclamant la fin de la dictature de Ne Win et l'avènement de la démocratie. Elles seront réprimées dans le sang. C'est alors qu'Aung San Suu Kyi fonde la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) qui remportera en 1990, les élections législatives organisées par les militaires. Mais ceux-ci refuseront de reconnaître le résultat des urnes. Depuis quinze ans, les responsables élus de la LND subissent une répression visant à étouffer toute velléité contestataire. Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix en 1991, a connu plus de dix ans en jours cumulés d'assignation à résidence par la junte militaire au pouvoir.

La situation du peuple birman ne cesse de se détériorer. Les différentes agences de l'ONU comme de nombreuses ONG internationales et birmanes ont documenté les violations des droits de l'homme dont le régime du SPDC (Conseil d'Etat pour la paix et le développement) se rend coupable. Ce régime a jusqu'à ce jour ignoré tous les appels de la communauté internationale.

La gestion économique irrationnelle de la dictature a en outre fait de la Birmanie l'un des pays les plus pauvres du monde. De façon évidente, le maintien en place de ce gouvernement illégitime entraîne une dégradation continue des conditions de vie de la population. Aujourd'hui le régime birman, tout en faisant peser une menace sur la stabilité régionale, n'hypothèque pas seulement le présent de sa population mais aussi son avenir.

**"Il ne fait aucun doute que le problème birman cause de sérieux problèmes, probablement permanents, outrepassant les violations des droits de l'homme",** écrivent Vaclav Havel et Desmond M. Tutu. Le 20 septembre 2005, les deux prix Nobel de la paix ont rendu public un rapport intitulé "Menace sur la paix", constatant que la Birmanie remplit tous les critères pour une intervention du Conseil de sécurité des Nations unies. Ce rapport invite les membres du Conseil à passer une résolution exigeant du SPDC qu'il se conforme aux exigences des Nations unies pour la restauration de la démocratie en Birmanie et pour la libération de Madame Aung San Suu Kyi comme de tous les prisonniers politiques.

Une initiative à laquelle a en partie répondu la communauté internationale presque un an après jour pour jour, **en inscrivant le 15 septembre 2006 le dossier birman à l'ordre du jour permanent du Conseil de sécurité.**

## Résolution de l'ONU (consulter le rapport "Menace sur la paix")

19/09/05 - Vaclav Havel et Desmond M. Tutu présentent un rapport demandant au Conseil de sécurité des Nations unies de considérer le régime militaire birman comme une menace pesant sur la paix mondiale.

21/09/05 - La Ligue Nationale pour la Démocratie fait connaître son soutien à l'initiative de Vaclav Havel et Desmond M. Tutu.

29/09/05 - Le Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en Birmanie dénonce dans un rapport le non respect des libertés civiles, la torture dans les centres de détention, les graves violations des droits de l'homme contre les minorités ethniques et les allégations de travail forcé et de viol par les forces gouvernementales.

18/11/05 - L'Assemblée générale des Nations unies adopte une résolution réprouvant les violations des droits de l'homme en Birmanie.

27/11/05 - La junte militaire birmane informe Aung San Suu Kyi de la prorogation de son assignation à résidence.

02/12/05 - Le Conseil de sécurité des Nations unies décide, pour la première fois de son histoire, d'examiner prochainement la situation en Birmanie. Russie et Chine acceptent l'organisation d'un simple exposé du secrétariat « parce qu'il n'y aura rien de contraignant ».

28/04/06 - La junte menace d'inclure la LND sur la liste des " organisations terroristes ", ce qui pourrait entraîner son interdiction

31/05/06 – Les Etats-Unis annoncent leur intention de demander une résolution de l'Onu sur la Birmanie

09/06/06 - La Birmanie dénonce les tentatives américaines pour obtenir l'adoption par le Conseil de sécurité de l'Onu d'une résolution la condamnant.

20/06/06 – Lors d'une conférence de presse à Paris, le Premier ministre du gouvernement birman en exil appelle les autorités françaises à « se mobiliser » en vue d'obtenir le vote d'une résolution au Conseil de sécurité de l'Onu.

30/06/06 - Le Japon, jusqu'alors opposé à une action du Conseil de sécurité en Birmanie, change d'avis.

23/08/06 – Le chef de la diplomatie indonésienne assure que l'Asean n'aidera pas la Birmanie à assurer sa défense si le Conseil de sécurité de l'ONU condamne la junte au pouvoir.

15/09/06 - Le dossier birman est inscrit à l'ordre du jour permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Dix pays membres du Conseil ont voté pour, quatre contre et un pays s'est abstenu.

29/09/06 - L'ambassadeur américain auprès des Nations unies indique que les Etats-Unis souhaitent déposer prochainement au Conseil de sécurité un projet de résolution sur les violations des droits de l'Homme en Birmanie. Il a précisé que Washington agira vraisemblablement après une visite que le rapporteur spécial des droits de l'homme en Birmanie, M. Gambari, doit effectuer en Birmanie en novembre. Pour une résolution, les Etats-Unis risquent de se heurter à l'opposition déterminée de la Chine, voire de la Russie, toutes deux dotées du veto.

# Agir maintenant et d'urgence en Birmanie

*Un pays dévasté sur lequel il devient indécent de fermer les yeux*

**Seule une action du Conseil de sécurité des Nations unies peut endiguer une situation dont l'aggravation menace à la fois l'avenir du pays et la stabilité régionale.**

Coup de projecteur sur la crise humanitaire, sociale, économique et environnementale en Birmanie en 10 clés de compréhension:

- - - **Négarion des droits humains** : Le SPDC commet de graves abus, systématiques et répétés, contre la population birmane : destruction de villages, déplacements massifs de population, viols, travail forcé, enrôlement de force de 70 000 enfants dans l'armée. À ces violations massives s'ajoutent la détention de plus de deux mille prisonniers politiques et la négation des droits à la liberté d'expression et de rassemblement. Les militants démocrates sont toujours soumis aux tortures et parfois aux assassinats. Le parti de Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix 1991, a remporté en 1990 les élections législatives organisées par les militaires ; depuis, la "Dame de Rangoun" a connu plus de dix ans de privation de liberté.

- - - **Une situation économique au bord du gouffre** : Le SPDC est responsable du déclin dramatique de la situation économique. Pourtant au sortir de la seconde Guerre mondiale, la Birmanie avait une économie prospère. Des décennies de mauvaise gestion, de conflits ethniques et d'isolement, en ont fait en effet l'un des pays les plus pauvres de la planète. On estime aujourd'hui que 75% de la population birmane vit au-dessous du seuil de pauvreté. L'économie birmane est caractérisée par un déficit budgétaire constant d'environ 6%, par une inflation galopante et le plus faible taux d'industrialisation de tout le Sud-est asiatique (moins de 10% du PIB). Par ailleurs, elle subit depuis les années 90', les sanctions économiques des Etats-Unis et de l'Union Européenne.

- - - **Production et trafic de drogues** : Si le système économique birman ne s'est pas encore totalement effondré à ce jour, cela tient à l'omniprésence de l'économie parallèle. La Birmanie est le second producteur d'opium illicite et d'héroïne au monde, avec environ 2600 tonnes produites par an. Elle est surtout le fournisseur majeur en Asie du Sud-est, de stimulants de type amphétamines (appelés « ya ba ») avec une production de plus de 30 millions de tablettes chaque année par une cinquantaine de laboratoires clandestins. Les Nations unies estiment à près de 500 000 le nombre de consommateurs de drogues en Birmanie. Le commerce de la drogue en Birmanie participe largement à l'aggravation de la crise du sida en Asie du Sud-est.

- - - **Répression des minorités ethniques et religieuses** : La junte militaire utilise des moyens aussi divers et variés, réquisitions de terres et de nourriture, déplacements de population, meurtres, torture, viols et travail forcé, comme armes de guerre contre les différentes minorités nationales sous le prétexte de réprimer les insurrections armées dans les régions frontalières et de maintenir l'unité du pays. Le régime mène en outre une politique de birmanisation forcée en refusant systématiquement de reconnaître les cultures des minorités.

- - - **Éducation délaissée et encadrée** : Le peuple birman n'a que peu d'accès à l'éducation, voire aucun accès à certains savoirs. L'éducation universelle n'existe qu'en théorie, dans les faits elle est sélective et élitiste. Le régime n'attribue que 8% de son budget à l'éducation tandis que 40% de ce même budget est alloué aux dépenses militaires. Rappelons qu'en 1948 la Birmanie avait un taux d'alphabétisation de plus de 90%. Aujourd'hui le pays se situe au 148<sup>ème</sup> rang sur 176 en terme de taux brut de scolarisation. Officiellement, l'école primaire est gratuite, mais la réalité est toute autre, si bien que seulement 1/ 3 des élèves birmans terminent l'école primaire. Les universités depuis les manifestations de 1988, sont sous surveillance, l'année universitaire a d'ailleurs été réduite à 5 mois, les syndicats étudiants et les associations sportives et d'anciens élèves sont interdits.

- - - **Santé sacrifiée** : L'Organisation mondiale de la santé place la Birmanie au plus bas niveau mondial en terme de promulgation de soins, 190<sup>ème</sup> rang sur 191. Le pays ne consacre que 3% de son budget à la santé. Son taux de mortalité infantile est plus de deux fois supérieur à la moyenne en Asie du Sud-est et dans le Pacifique.

- - - **Propagation du sida** : Sous la drogue, la pauvreté, la prostitution, le manque d'accès aux soins médicaux et le désintérêt politique, le pays fait face à l'une des plus sévères épidémies du virus du VIH. Selon les ONG sur place, plus de 700 000 personnes (soit le double du chiffre annoncé officiellement) seraient touchées, en particulier les minorités ethniques. Si le régime birman a reconnu en 2001 le sida comme problème sanitaire majeur, aucune réelle mesure n'a été prise pour l'enrayer. La discrimination envers les malades se fait plus vigoureuse, liée à l'ignorance des populations. La responsabilité de la Birmanie, pays carrefour entre l'Inde, le Bangladesh, la Thaïlande, le Laos et la Chine, dans la propagation rapide du sida en Asie du Sud-est est manifeste, le long des routes du trafic de la drogue et de l'industrie du sexe.

- - - **Afflux de déplacés et de réfugiés** : La mauvaise gestion économique du pays combinée aux persécutions politiques et ethniques, a donné lieu à l'un des plus importants flux migratoires en Asie du Sud-est. 630 000 personnes auraient été forcées au déplacement à l'intérieur du pays, en plus des 453 000 réfugiés birmans en Thaïlande, des 60 000 en Inde, des 150 000 au Bangladesh et des 25 000 en Malaisie, référencés. À ceux-ci s'ajoutent des millions de birmans non répertoriés vivant en Thaïlande, un nombre inconnu de birmans ayant fui vers la Chine et un nombre moindre de réfugiés établis aussi au Japon et en Corée du Sud.

- - - **Exploitation destructive de l'environnement** : La junte militaire, les groupes séparatistes et des compagnies étrangères, sont responsables du pillage des forêts du Nord et de l'Est du pays, une déforestation massive qui condamne un des écosystèmes les plus riches du monde et appauvrit les populations locales en détruisant leur milieu de vie. La FAO estime les pertes forestières à 1,4% chaque année. Rappelons aussi que la Birmanie concentre 80% des ressources mondiales de teck, appelées aussi « l'or vert birman », dont l'exploitation illégale est en constante augmentation. Transformé en Chine ou en Thaïlande, ce bois est ensuite exporté vers les pays développés, pour le seul bénéfice de la junte militaire en place dont le contrôle des ressources naturelles est l'une des clés de voûte. En 2004, le Conseil de l'Europe a saisi la Commission européenne pour demander des mesures concernant le commerce de bois issu de Birmanie... sans suite jusqu'à présent. Ensuite, l'exploitation minière, la construction de barrages hydroélectriques à la frontière birmano-thaïe et de gazoducs participent à l'aggravation du désastre écologique (pollution de l'eau, inondation de zones entières, nombreuses espèces animales en danger d'extinction comme le tigre du Bengale, le panda rouge) et au déplacement des minorités. Un bilan social et écologique très lourd.

# Les associations partenaires

La communauté internationale doit maintenant aller plus loin. Les organisations réunies pour cette campagne attendent de l'Etat français un engagement fort en vue de l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sur la Birmanie.

Campagne menée par :

## ***Les Amis de la Terre***

Les Amis de la Terre ont pour objectif de promouvoir une société écologiquement viable et socialement équitable. Pour y parvenir, depuis près de 40 ans, les Amis de la Terre ont constitué l'un des premiers réseaux écologiste au monde, riche de plus d'un million et demi de membres dans 72 pays.

Les Amis de la Terre font pression sur les décideurs (gouvernement, entreprises, institutions financières) et sensibilisent la société pour atteindre leurs objectifs dans différents domaines :

- Promouvoir des modes d'agriculture viables
- Obtenir une gestion énergétique intégrant l'efficacité et la sobriété. Exiger des modes de production et de consommation énergétiques pérennes au Nord comme au Sud
- Protéger les forêts tropicales dont la destruction menace 350 millions personnes, crée une érosion des sols et un appauvrissement irréversible de la biodiversité
- Obtenir une réforme des institutions financières internationales, qui souvent financent des entreprises aux pratiques contestables
- Intégrer la gestion des déchets à la source (conception écologique des produits, promotion d'écolabels, recyclage des emballages ménagers...)
- Sensibiliser l'opinion publique à la responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

[www.amisdelaterre.org](http://www.amisdelaterre.org)

## ***La Fédération Internationale des Ligues des droits de l'Homme (FIDH)***

La FIDH est une organisation non gouvernementale fédérative dont la vocation est d'agir concrètement pour le respect de tous les droits humains.

Elle s'appuie sur la Déclaration universelle des droits de l'Homme et sur les autres instruments internationaux de protection de ces droits.

La FIDH a été créée en 1922 par quelques ligues de défense des droits humains. Elle en fédère aujourd'hui 141 dans 100 États. Elle coordonne et soutient les actions de ses ligues et leur apporte un relais sur le plan international. La FIDH et les ligues qui en sont membres sont non partisans, non confessionnelles et indépendantes de tout gouvernement. Leur vocation est généraliste : elles défendent tous les droits humains, les droits civils et politiques, indissociables des droits économiques, sociaux et culturels. Elles agissent au quotidien, dans leur pays, afin de lutter contre les violations des libertés et des droits fondamentaux.

[www.fidh.org](http://www.fidh.org)

## **Info Birmanie**

Créée en mars 1996, Info-Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif, née de la volonté de responsables associatifs et de citoyens soucieux de promouvoir le respect des droits de l'Homme et d'apporter aide et soutien aux peuples opprimés de Birmanie. C'est un centre d'information et de lobby ayant pour principale mission de sensibiliser à la situation politique, économique et sociale en Birmanie.

[www.info-birmanie.org](http://www.info-birmanie.org)

## **La Ligue des Droits de l'Homme (LDH)**

La LDH est une organisation civique qui intervient dans tous les domaines concernant la citoyenneté, les droits et libertés collectifs ou individuels.

La LDH, par l'intermédiaire de sa permanence juridique nationale ou de ses sections locales, assure un rôle d'information et est susceptible d'interpeller les autorités publiques dans diverses situations révélatrices de pratiques illégales ou qui portent atteinte d'une façon ou d'une autre aux droits des individus.

[www.ldh-france.org](http://www.ldh-france.org)

## **Reporters Sans Frontières (RSF)**

Alors que plus d'un tiers de la population mondiale vit dans un pays où il n'existe aucune liberté de la presse, Reporters sans frontières oeuvre au quotidien pour que l'information reprenne ses droits. Actuellement, plus de 100 journalistes sont emprisonnés dans le monde pour avoir simplement voulu exercer leur métier. En Birmanie, en Érythrée ou en Chine, un journaliste peut passer plusieurs années en prison pour un mot ou une photo. Parce qu'emprisonner ou tuer un journaliste, c'est éliminer un témoin essentiel et menacer le droit de chacun à l'information, Reporters sans frontières mène son combat depuis près de 20 ans.

[www.rsf.org](http://www.rsf.org)

## **Ritimo**

Ritimo, est un réseau d'information et de documentation pour le développement et la solidarité internationale.

Près de 70 lieux dans toute la France accueillent le public avec une documentation unique sur les thématiques liées à la solidarité internationale. Par ailleurs le site de Ritimo offre un accès à de nombreuses bases de données d'acteurs de la solidarité, d'outils d'informations et d'animation.

[www.ritimo.org](http://www.ritimo.org)

# Menace sur la paix

Depuis 1988 la Birmanie est sous la coupe d'un régime qui, par ses atteintes systématiques et généralisées aux droits de l'homme, sa gestion catastrophique de l'économie, son désintérêt pour les questions de santé et d'éducation, son exploitation outrancière des ressources naturelles n'handicape pas seulement le présent de ses habitants mais aussi leur avenir.

Depuis toujours, le SPDC ignore les appels de la communauté internationale aux changements dans le pays. Or, aujourd'hui, ce pays se révèle une menace pour la stabilité régionale et au-delà, pour la paix mondiale.

La France a contribué à mettre la Birmanie à l'ordre du jour permanent du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU). Il y a encore beaucoup à faire, il serait dommage de s'arrêter en début de chemin, la résolution du CSNU sur la Birmanie reste à adopter.

Avec l'ensemble des associations parties prenantes, Info Birmanie souhaite mener cette campagne au travers d'un certain nombre d'actions ayant pour objectif d'éveiller et de mobiliser l'opinion publique, ceci en vue de faire réagir les autorités françaises sur la scène internationale pour veiller à l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité.

**La conférence de presse du 24 octobre marque le lancement de la campagne coordonnée par Info Birmanie, "Birmanie : menace sur la paix".** Ainsi, Info Birmanie, en parallèle avec de nombreuses associations, entend sensibiliser un public plus large et plus divers à la situation de la Birmanie, en l'invitant à suivre un parcours thématique par lequel il prendra peu à peu conscience de la réalité birmane :

- mise à disposition d'un dépliant et de cartes postales détachables à envoyer aux élus
- mise en place d'une exposition itinérante
- interventions, soirées débats et projections
- signature de la pétition de la campagne sur le site [www.info-birmanie.org](http://www.info-birmanie.org)
- abonnement sur simple demande à la lettre électronique d'information "Nouvelles de Birmanie"

**Signez la carte postale détachable et la pétition sur [www.info-birmanie.org](http://www.info-birmanie.org)**

**Et plus largement, Info Birmanie et les associations partenaires vous invitent à rejoindre la lutte pour le retour à la démocratie en Birmanie.**

**Retrouvez toutes ces informations sur [www.info-birmanie.org](http://www.info-birmanie.org)**

## Intervenants :

Frédéric Debomy, coordinateur de l'association Info Birmanie.

Vincent Brossel, responsable du bureau Asie - Pacifique à Reporters sans frontières.

Katherine Booth, responsable du bureau Asie de la FIDH.

Gwenael Wasse, responsable de la campagne "Teck de Birmanie" aux Amis de la Terre.

### Contact presse :

Frédéric Debomy, coordinateur de l'association Info Birmanie.

Tél. : 06 64 92 30 28

### **Coordination de la campagne:**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame-des-Champs 75 006 Paris

Téléphone : 06 64 92 30 28

E-mail : [info\\_birmanie@yahoo.fr](mailto:info_birmanie@yahoo.fr)

Rédaction : Info Birmanie et Maud Veisseire.

Remerciements : Les Amis de la Terre, la FIDH, Info Birmanie, la Ligue des droits de l'homme, Reporters sans frontières et le Réseau RITIMO.